

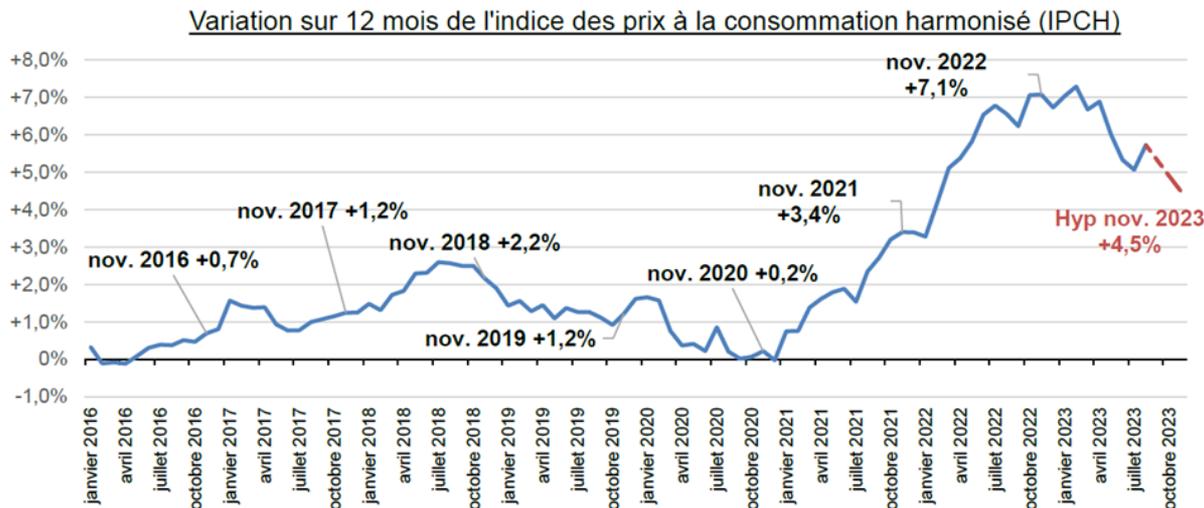
**BORDEAUX
MÉTROPOLE**



**ORIENTATIONS BUDGETAIRES
2024-2027**

Contexte macro-économique

- **Une croissance plus favorable en 2024 ?** Pour 2024, la prévision de croissance du Gouvernement s'inscrit à +1,4% (après 1% en 2023). Cette anticipation repose sur un rééquilibrage des composantes de la demande en faveur de la consommation, soutenue par la hausse du pouvoir d'achat et une légère baisse du taux d'épargne.
- **Des prévisions d'inflation en retrait mais incertaines pour 2024.** Après le pic connu au second semestre 2022 (+5,2%), la progression de l'inflation a eu tendance à se réduire. Le Gouvernement prévoit ainsi une augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 4,9% en 2023 et 2,6% en 2024.



Source : FCL – Gérer la Cité

Contexte macro-économique

- S'agissant de la trajectoire de réduction du déficit public, le PLPFP 2023 – 2027 prévoit un objectif annuel d'économies de **12 Mds€** à compter de 2025, la moitié sur le budget de l'Etat et l'autre moitié sur celui de la Sécurité Sociale grâce au dispositif de revue de dépenses.

<u>Trajectoire d'évolution du déficit public en % du PIB</u>						
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Adm. Publiques Centrales	-5,20%	-5,40%	-4,70%	-4,30%	-4,20%	-4,10%
Adm. Publiques Locales (APUL)	0,00%	-0,10%	-0,10%	0,00%	0,00%	0,00%
Sécurité Sociale	0,40%	0,70%	0,60%	0,70%	0,90%	1,00%
Ensemble	-4,80%	-4,90%	-4,40%	-3,70%	-3,20%	-2,70%

- **Les collectivités territoriales sont associées au redressement des comptes publics**, mais sans mécanisme coercitif.
- Cependant, le texte fixe **un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de -0,5% / an.**

<u>Trajectoire d'évolution de la dépense publique en volume</u>						
	2023	2024	2025	2026	2027	Moy. / an
Adm. Publiques Centrales	-3,60%	-1,40%	1,90%	1,50%	1,20%	-0,1%
Adm. Publiques Locales (APUL)	1,00%	0,90%	0,20%	-1,90%	-1,00%	-0,2%
Sécurité Sociale	-0,50%	1,70%	0,30%	0,70%	0,60%	0,6%
Ensemble	-1,30%	-0,50%	0,80%	0,50%	0,50%	0,0%

Grands équilibres

Des **recettes de fonctionnement** en progression de **1,8 %** en moyenne par an sur la période 2024 à 2027 sur le budget principal dans un contexte marqué par :

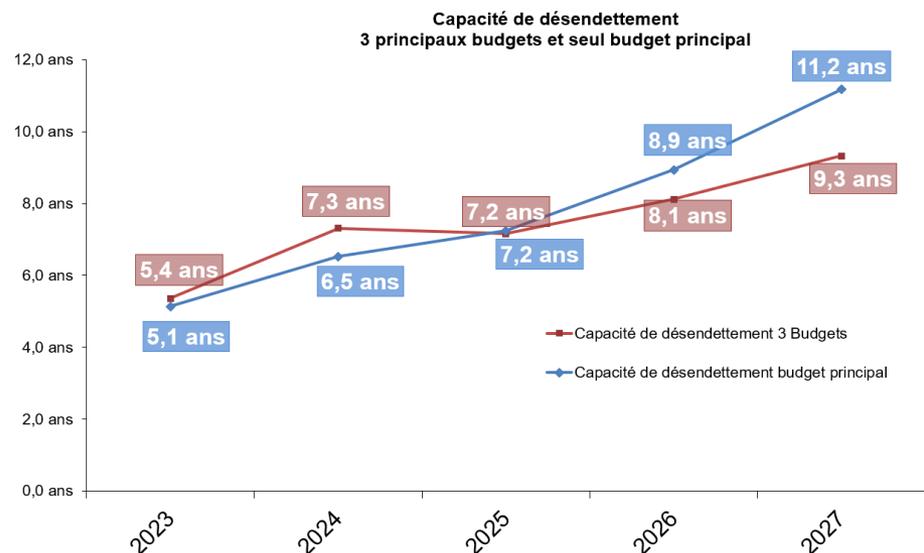
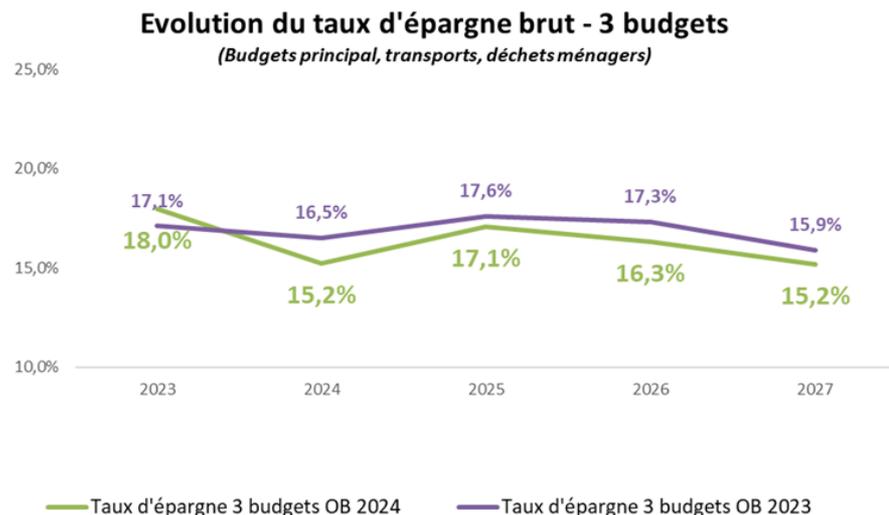
- La modification récente des ressources métropolitaines (remplacement de la CVAE par une fraction de TVA)
- La baisse continue des dotations

Des **dépenses de fonctionnement** progressant de **2,8%** par an en moyenne qui s'appuient sur :

- une stabilisation des charges à caractère général et des subventions aux personnes privées après une période marquée par des événements exceptionnels majeurs
- un renchérissement sans précédent des taux d'intérêt de la dette observé sur les marchés financiers

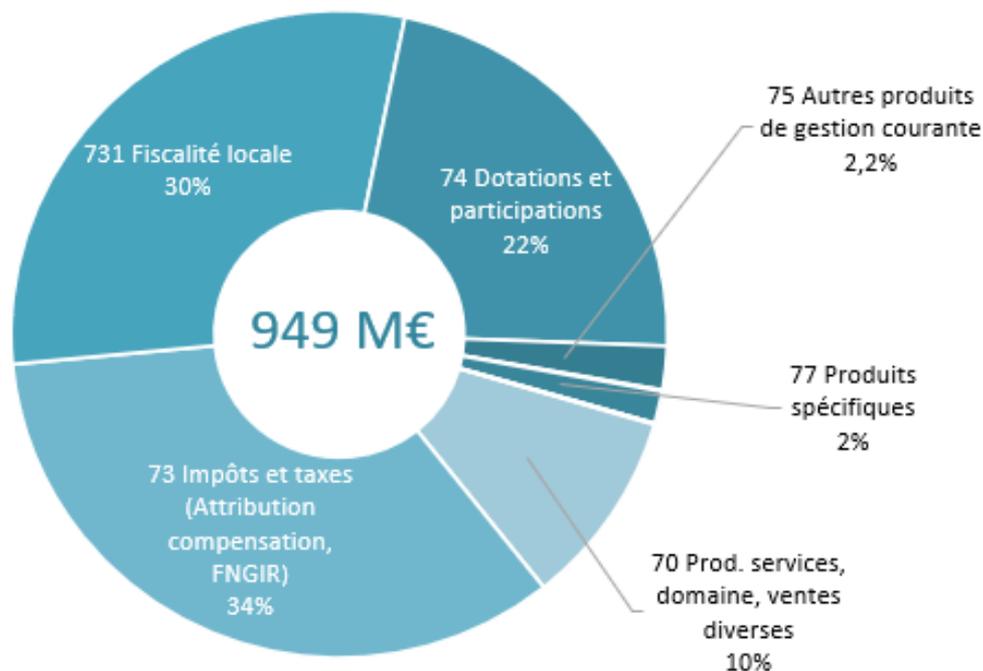
Des investissements toujours importants, avec un programmation budgétaire de **4,5Md€** sur la période pour les 3 budgets majeurs.

Une **capacité de désendettement consolidée inférieure à 10 ans** en fin de période.



La structure des recettes

Recettes de fonctionnement par chapitre
Budget principal - Moyenne 2024/2027



Les recettes de fonctionnement devraient avoisiner **949 M€** en moyenne sur la période.

Sur le seul exercice 2024, ces recettes de fonctionnement atteindront les **923 M€**, stables par rapport à 2023, avec une progression sur la période 2024-2027 de **1,8 %** en moyenne annuelle.

Les principales évolutions des recettes de fonctionnement

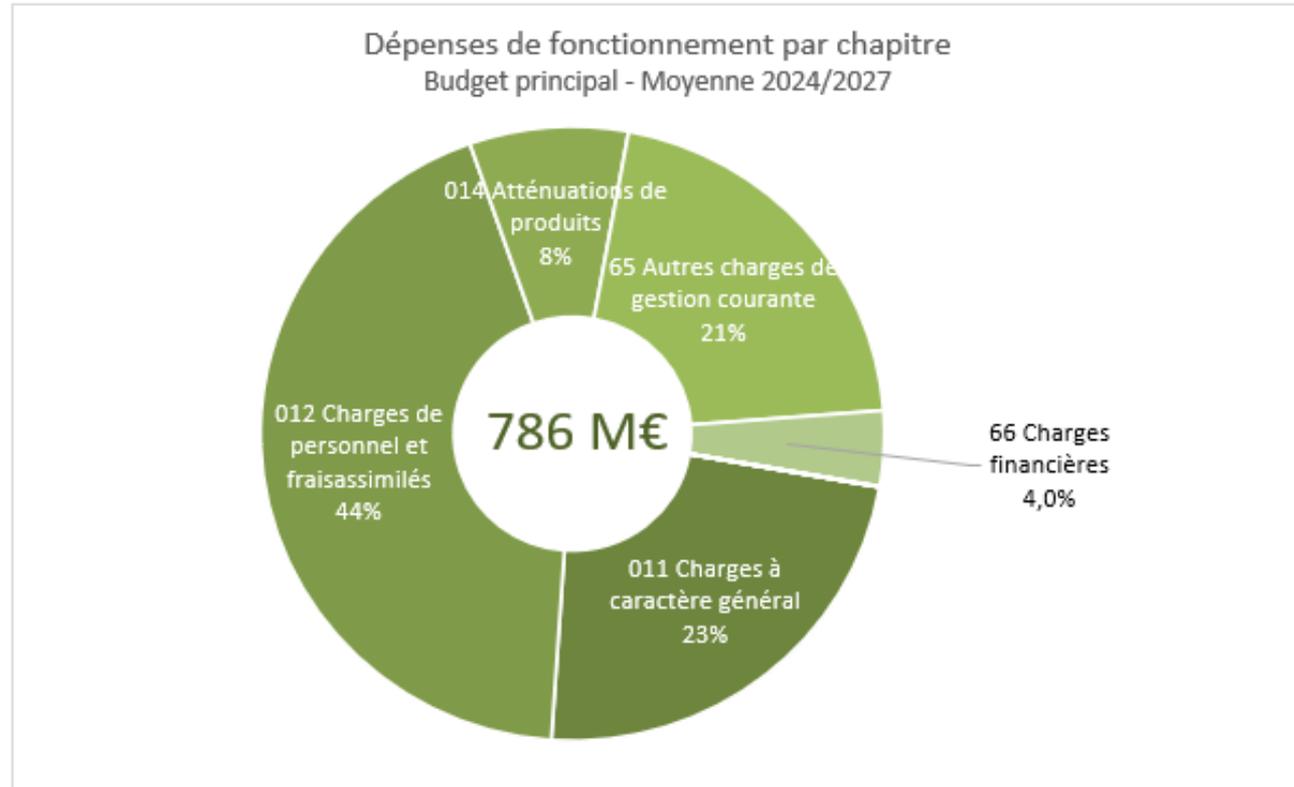
- **Les produits fiscaux** (impôts économiques, impôts ménages, taxe de séjour et prélèvement des jeux et paris) augmenteraient en 2024 de **+4,3 %**, soit un produit en progression de +7,1 M€ (172,4 M€ prévus en 2024 contre 165,4 M€ en 2023), sous l'effet du coefficient d'actualisation des valeurs locatives plafonné de +4,5%
- A compter de 2023, **la perte du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** est compensée par l'Etat via le transfert d'une quote-part de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Pour 2024, le produit estimé de cette quote-part de TVA transférée à Bordeaux Métropole serait de **88,4 M€**
- Depuis 2021, **la perte du produit de Taxe d'habitation sur les résidences principales** est compensée par l'Etat via le transfert d'une quote-part de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de l'année en cours. Pour 2024, le produit estimé de cette quote-part de TVA transférée à Bordeaux Métropole serait de **139,6 M€**
- **La Dotations globale de fonction** poursuivrait sa baisse à **141 M€** en 2024, soit -1%
- S'agissant du **Versement mobilité** affecté au budget annexe des transports, il est estimé à **238,4 M€** en 2024 en progression de +3,7 %

La structure des dépenses de fonctionnement

les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal devraient s'exécuter à **786 M€** en moyenne sur la période, en progression par rapport aux exercices écoulés notamment sous l'effet de la masse salariale et des charges financières.

Les dépenses de fonctionnement progressent sur la période de **2,8%** en moyenne par an.

Sur le seul exercice 2024, les dépenses de fonctionnement atteindront les **758 M€**



Les hypothèses en dépenses de fonctionnement

Les **dépenses de gestion (dépenses de fonctionnement hors frais financiers)** progressent de **1,8% par an** en moyenne de 2024 à 2027

- Dépenses RH progressent de **4%** par an en moyenne. Masse salariale 2024 : **321 M€**.
- Des subventions aux personnes privées et des charges à caractère général stabilisées après des années marquées par des événements sportifs exceptionnels et une inflation persistante en début de période

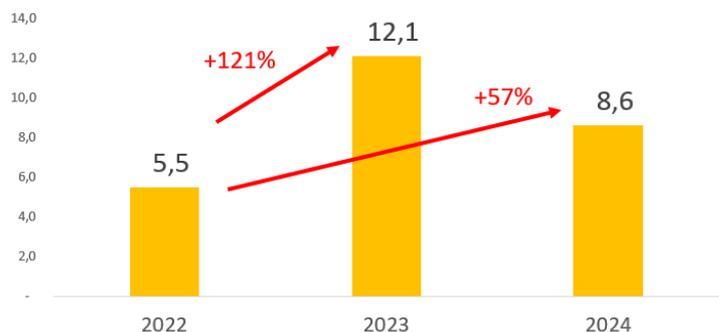
Les **chocs exogènes** anticipés :

Des dépenses énergétiques qui demeurent élevées

Au titre des événements sportifs, un surcoût exceptionnel de **8,6 M€** est prévu en 2024 en vue de l'organisation du tournoi de football des Jeux Olympiques 2024, de la demi-finale du Top 14 de rugby et du match amical de l'Equipe de France de football en juin 2024

Au titre des équipements de rayonnement métropolitain, un transfert au 1er janvier 2024 de l'école des Beaux-Arts de Bordeaux

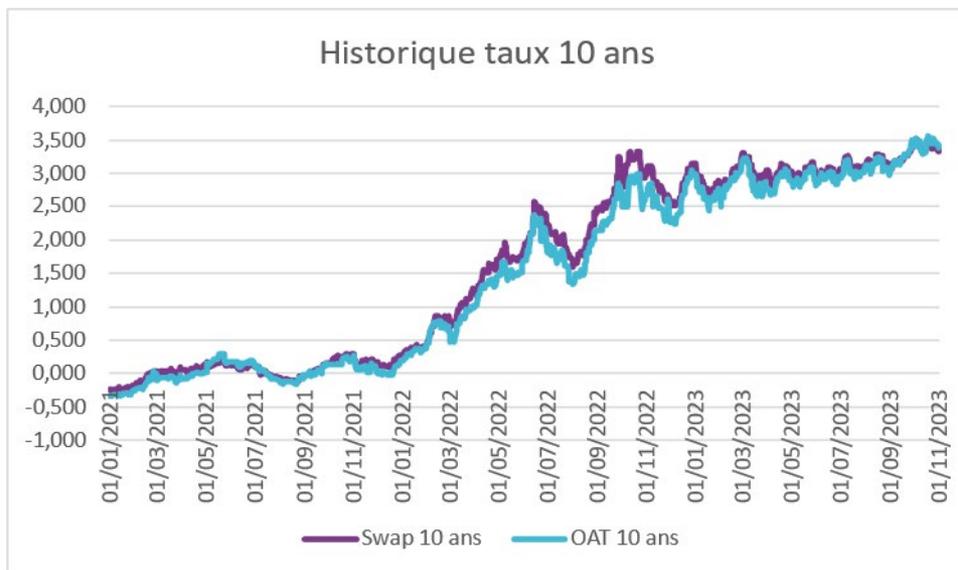
Evolution du coût de l'énergie en M€
(gaz et électricité)



Les hypothèses en dépenses de fonctionnement

Dans le cadre des **versements de fiscalité**, le montant 2024 des Attributions de compensation versées (ACF versées) aux communes bénéficiaires s'élèverait à **15,4 M€** et le montant de la **Dotations de solidarité métropolitaine** prévisionnelle pour la période 2024-2027 serait en moyenne de **40 M€** (en progression de plus de 11% par rapport à la DSM moyenne 2019-2023).

S'agissant des **frais financiers**, leur progression est manifeste sur la période (passant de 18 M€ pour 2022 à 44 M€ fin 2026) en raison d'une part, du volume d'investissement à financer et, d'autre part, à la hausse des taux d'intérêt.

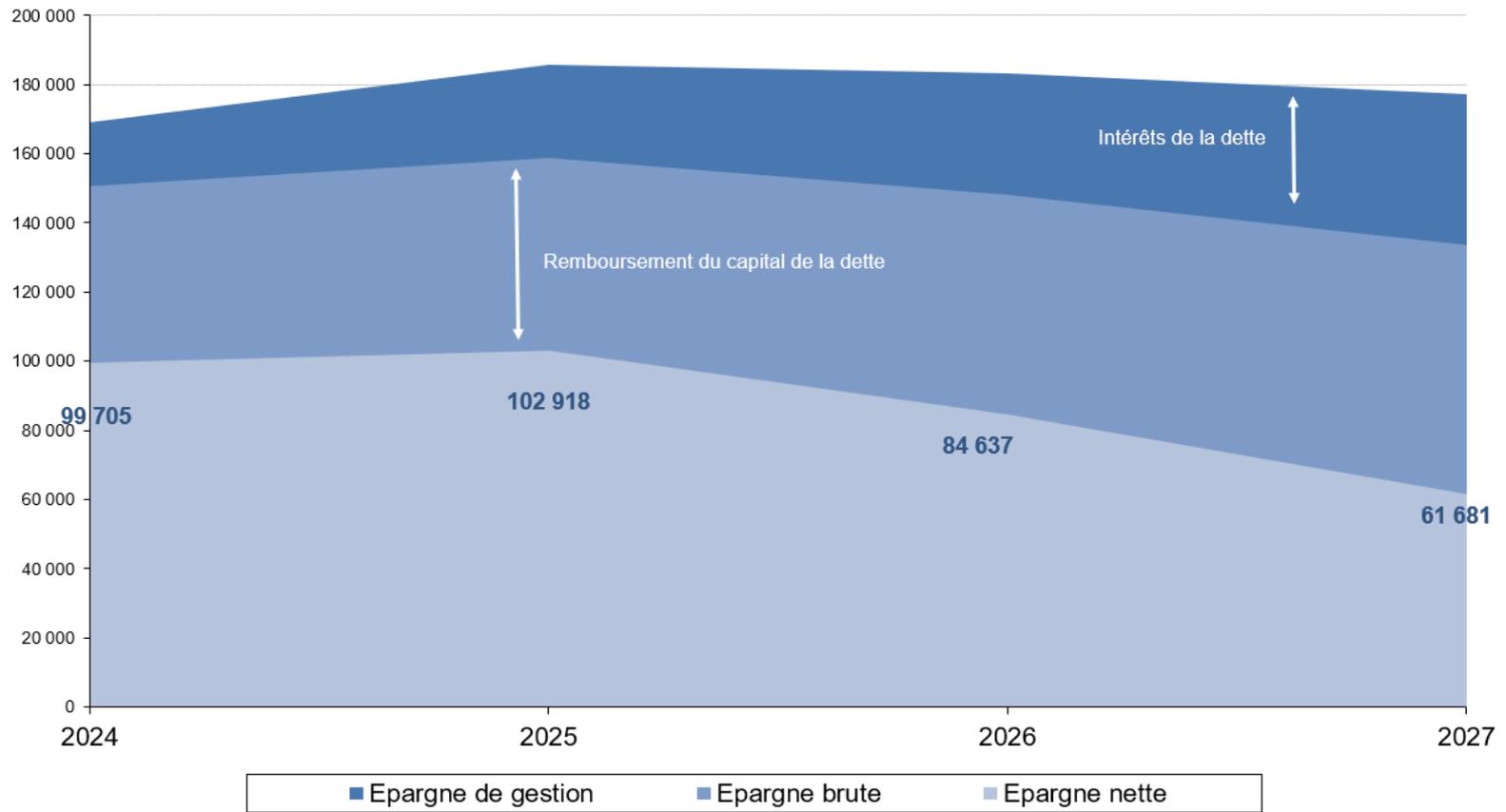


La courbe des taux a ainsi commencé l'année 2022 en territoire négatif avec une référence à 10 ans à -0,25% pour atteindre le seuil des 3,5% en 2023 ! Un record historique dans la Zone Euro.

Prévision d'épargne

- Une stabilisation de l'épargne de gestion
- Une dégradation de l'épargne nette

Evolution de l'épargne Budget principal en k€



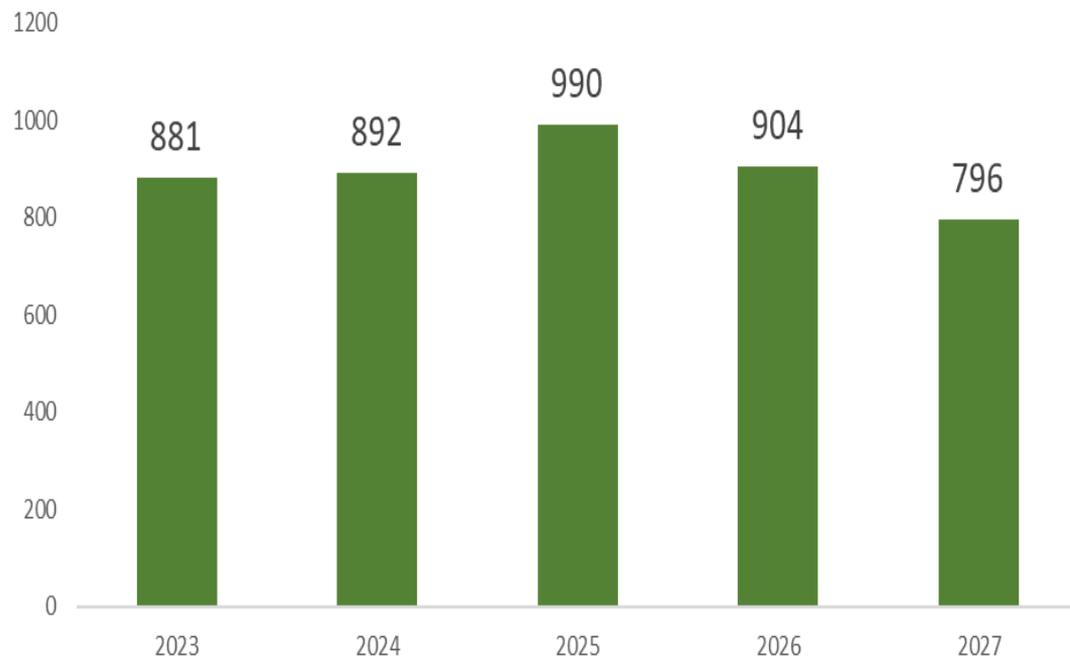
Une programmation pluriannuelle des investissements volontariste

Prévision
budgétaire pour
l'ensemble des
budgets **4,5 Md€**

Politique	Secteur	2023 - 2027
= Haute qualité de vie	Activités funéraires	19 812 394
	Déchets	133 934 143
	Développement durable	31 690 000
	Eau et assainissement	193 034 638
	Energie et Climat	46 664 243
	Gestion parcs patrimoine arboré	16 184 849
	Prévention des risques	82 153 847
Total Haute qualité de vie		523 474 112
= Mobilité, transports et déplacements	Déplacements et stationnement	113 252 513
	Itinéraires et voies	660 435 083
	Transports en commun	1 035 736 892
Total Mobilité, transports et déplacements		1 809 424 488
= Pilotage, numérique et performance de la collectivité	Numérique et e-administration	192 504 055
	Performance de la collectivité	292 425 816
	Pilotage stratégique	20 000
Total Pilotage, numérique et performance de la collectivité		484 949 870
= Valorisation du Territoire	Aménagement urbain et patrimonial	350 375 258
	Attractivité du territoire	29 915 376
	Croissance des Entreprises et du territoires	352 243 789
	Enseignement supérieur, recherche et innovation	51 638 066
	Grandes infrastructures	53 423 245
	Habitat, logement et renouvellement urbain	513 949 448
	Nature	82 508 360
	Politique foncière	107 535 616
	Rayonnement métropolitain	103 630 217
Total Valorisation du Territoire		1 645 219 375
Total général		4 463 067 845

La programmation d'investissement

Programme pluriannuel investissement 2023-2027 - Tous budgets - M€



Des investissements toujours importants, avec un programmation budgétaire de **4,5Md€** sur la période pour l'ensemble des budgets.

Les dépenses d'équipement 2024 s'établiraient budgétairement à

892 M€

La dette

L'encours de dette au 1^{er} janvier 2024 s'établit à **1,5 Md€**, soit une hausse de 15%

	DETTE EN CAPITAL AU 1 ^{er} JANVIER 2024	%	ANNUITE DE L'EXERCICE	%	INTERETS	%	CAPITAL	%
BUDGET PRINCIPAL	815 925 047,92	54,75%	70 857 532,22	49,58%	20 289 380,92	57,41%	50 568 151,30	47,00%
DECHETS MENAGERS	39 879 389,44	2,68%	11 304 735,83	7,91%	1 770 867,83	5,01%	9 533 868,00	8,86%
ASSAINISSEMENT	4 207 797,07	0,28%	1 288 559,51	0,90%	185 610,65	0,53%	1 102 948,86	1,03%
TRANSPORTS	623 481 565,84	41,84%	58 790 605,12	41,13%	12 919 239,42	36,56%	45 871 365,70	42,64%
RESEAU DE CHALEUR	6 662 500,00	0,45%	683 667,86	0,48%	176 525,00	0,50%	507 142,86	0,47%
TOTAL	1 490 156 300,27	100,00%	142 925 100,54	100,00%	35 341 623,82	100,00%	107 583 476,72	100,00%

Une dette majoritairement à taux fixe

	Encours de la dette 2024	%
Taux fixes	1 406 136 991,95	94,36%
Taux variables	84 019 308,32	5,64%
TOTAL	1 490 156 300,27	100,00%

Une dette peu risquée

Typologie Gissler	Montant de l'encours	Nombre de contrats
A1	1459,84 M€	72
B2	30,32 M€	2

Financement des investissements

Sur le seul Budget principal, le taux de financement par l'emprunt du programme d'équipement ne dépasserait pas les 50 % sur la période pour s'établir à 46 % en moyenne.

926 M€ d'emprunts nouveaux sur la période, 242 M€ de remboursement en capital, soit un accroissement de la dette de 684 M€ d'ici 2027.

